



LE C O Q



Pour un ordre de base démocratique gratuit
et l'amnestie générale pour tout le monde!

Numéro : 01/22

1ère édition

06.11.2022

A titre personnel, à l'attention des lecteurs:

Ce journal a été créé à l'initiative de la nouvelle association locale "Gesellschaft der Gleichen" de l'association enregistrée à Hambourg "UNITED MOVEMENT FOR EQUAL HUMAN RIGHTS" (UMEHR e.V.) et est désormais distribué gratuitement en langue française par PDF, photo et également en version imprimée. Toutes personnes intéressées peuvent soumettre des articles pour ce journal, qui seront ensuite intégrés en commun avec la rédaction. Les principes rédactionnels figurent en page 2 et répondent à des exigences démocratiques radicales. Le contact peut se faire à travers l'impressum. Avec ce journal, la "Société de l'égalité" veut apporter une contribution modeste à l'élargissement de l'espace public au débat.

Le Rédaction



Manifestation contre la politique coloniale française au Tchad



Manifestation contre la politique coloniale française en Afrique du Sud

Mais où est la coopération avec la résistance en Europe et en Amérique?

voir l'appel page 2

Berliner Zeitung

Paris: Mehr als 100.000 Menschen protestieren gegen hohe Preise



Manifestation contre la politique du gouvernement, à Paris

tagesschau Sendung verpasst?

Startseite • Ausland • Massenproteste in Prag: Hunderttausende gegen Rabis



Manifestation contre la politique du gouvernement, à Prague



descendre du canapé résistance

Manifestation contre la politique du gouvernement, à Hambourg (Allemagne)

L'Imprimerie

Responsable: Rose Lapaix

Publié par

Association locale: "Société de l'égalité"

légalement représenté par: "UMEHR e.V." (VR 24757), Holsteiner Chaussee 303 b, 22457 Hamburg

Email: deraufstand@umehr.net



Principes rédactionnels

Les contributions (articles) soumises qui ne vont pas à l'encontre de l'objectif de UMEHR e. V. (voir www.umehr.net) ou de la législation en vigueur sont intégrées dans le journal sur un pied d'égalité. Il n'y a pas de censure. Chaque auteur est responsable de la contribution (article) qu'il soumet. Le travail des éditeurs se limite à la mise en forme technique des contributions (articles) soumises. Les contributions (articles) soumises ne reflètent pas la position politique de la rédaction. Les membres de la rédaction peuvent soumettre leurs propres contributions ou rédiger des articles qui seront également intégrés dans le journal sur un pied d'égalité.

La rédaction



Appel à la création de l'UMEHR e. V

Nous invitons toutes personnes de près ou de loin intéressées à une préparation de la fondation de notre pré-association et de son enregistrement, attachée à nos droits humains. Un mouvement des droits de l'homme ne peut pas développer un programme uniforme, mais il peut faire valoir les intérêts des individus et des groupes dans espace publique.

Si les profiteurs sont capables de faire valoir leurs intérêts économiques à travers la violence de l'État contre le sens de la justice de la majorité des gens, nos droits humains sont mis à l'écart. Là où seul le profit compte, l'humanité tombe à l'eau. C'est pourquoi nous voulons nous unir à tous sur un pied d'égalité et nous attendons aussi vos suggestions et offres.

Nous vivons dans un monde rempli de problèmes non résolus, alors que le système économique et politique actuel ne peut offrir de solutions humanistes. Les oligarques économiques obligent les petites et moyennes entreprises à produire selon leurs spécifications, tandis que leurs lobbyistes au sein des gouvernements font passer leurs intérêts à nos frais. Lorsque nous devenons vieux et inutiles pour eux, ils laissent simplement la plupart d'entre nous dans la pauvreté.

La promesse d'avancement dans le système social actuel, selon laquelle quiconque fait un effort peut également atteindre la prospérité, a longtemps été dénoncée comme un mensonge. Les mesures actuelles menacent le niveau de vie des entreprises de taille moyenne, des propriétaires de petites entreprises et des personnes qui avaient un travail rémunéré adéquat. En raison du chômage partiel et des faillites, il y a de plus en plus d'entreprises et d'emplois dont les gens ne peuvent pas vivre, et encore moins nourrir une famille. Avant tout, les multinationales sont les gagnants dans cette crise économique volontairement renforcée. Les oligarques mondiaux ont maintenant commencé la consommation finale des infrastructures communautaires locales, pillant les coffres et toutes les propriétés de l'État qui ne sont pas clouées. Les oligarques utilisent à travers l'ONU et ses sous-départements tels que l'OMS pour obtenir un accès illimité à tout ce qu'ils désirent. Les guerres qu'ils ont délibérément déclenchées et la compression économique du monde ont dévasté des régions entières et créé des gangs terroristes. Le concept de

sécurité partagée entre petits et grands États via l'ONU n'a jamais fonctionné. Les profiteurs de l'armement détruisent toutes les maigres réalisations pour des solutions pacifiques et poussent les États dépendants dans des guerres. Le danger d'un affrontement militaire entre les puissances

nucléaires est devenu très grand car les limites de profit ont été atteintes.

Contrairement à l'exigence d'une longue durée de vie, de nombreux produits sont spécialement planés de telle sorte qu'ils se périssent rapidement et ne peuvent pas être réparés. En conséquence, les bénéfices augmentent, mais l'appauvrissement de la population se poursuit et les montagnes de déchets atteignent des hauteurs gigantesques.

Ce système aboutira soit par un effondrement chaotique ou soit, espérons-le, aboutira à ce qu'une grande partie de la population mondiale négocie collectivement une nouvelle politique humaniste. C'est un mensonge éhonté quand on nous dit que la politique actuelle est désireuse et capable de résoudre nos problèmes. Les inégalités sociales et politiques croissantes ne sont pas des forces de la nature. Le règne mondialisé des oligarques, qui concentre la richesse de cette planète sur de moins en moins d'individus, touche manifestement à sa fin et il n'y a pas d'alternative.

En raison de la domination des grands propriétaires fonciers contre les droits des propriétaires, il n'est guère possible pour les propriétaires de faire valoir leurs droits de l'homme contre le pouvoir de disposer d'une action en pouvoir auprès des grands propriétaires. La propriété oblige à l'usage personnel ou communautaire, tandis que les grands propriétaires influents ont obligé notre communauté et l'état à faire valoir leurs intérêts contre tous les propriétaires avec une violence sans pitié. Aucun propriétaire ou propriétaire d'entreprise n'est à l'abri des convoitises des oligarques. Cet état de choses doit être changé démocratiquement si l'on ne veut pas que notre civilisation périsse à cause des intérêts individuels.

Le progrès technique pourrait continuer à améliorer nos vies et notre monde du travail plus supportable si nous ne les laissons pas à des profiteurs irresponsables qui veulent se débarrasser de près des trois quarts des producteurs actuels grâce au progrès technique. Ce n'est seulement qu'en partageant les travaux restants entre nous tous dans une véritable communauté que nous pourrions trouver une solution humaniste. Le simple principe de l'offre et la demande et la coopération internationale équitable sont massivement réprimés dans ce système. Le système économique actuel n'est pas basé sur les besoins des personnes et leurs droits humains, mais sur leur capacité à payer. Mais le profit des oligarques résulte uniquement de l'appauvrissement des masses humaines.

Les entreprises mondiales, autorisées à contourner même les règles démocratiques les plus élémentaires et à rechercher la main-d'œuvre, les taxes et les normes les moins chères du monde entier, accélèrent un effondrement projeté de nombreux experts.

Dans un monde humaniste, une collectivité n'est pas chargée de défendre les intérêts d'une très petite élite, mais des besoins de tous. Le respect des droits de l'homme ne peut être garanti que dans une véritable communauté.

L'utilisation cohérente des libertés civiles restantes pour une démocratisation globale de la société pourra restaurer la cohésion et nous aider à construire une société humaniste.

Les gens ne peuvent se protéger efficacement des conséquences de l'effondrement de ce système économique et de pouvoir

qu'avec des structures démocratiques d'autonomie de façon souveraine et appropriée. Nous n'avons pas besoin de dirigeants qui manipulent les décisions politiques avec l'aide de lobbyistes.

Aujourd'hui, de nombreux citoyens se détournent du système des partis parce qu'ils avaient expérimenté à plusieurs reprises que leurs intérêts sont beaucoup moins pris en compte dans les décisions politiques que les souhaits des chefs d'entreprises fortunés. Une démocratie ne peut se réaliser que si les citoyens eux-mêmes sont les législateurs (législature) et par conséquent qui sont les pouvoirs les plus importants dans leurs régions qui décident de tout.

Dans une démocratie, toutes les questions de personnel stratégiquement importantes aux différents niveaux doivent être discutées par le peuple dans des débats publics et seront décidées par des élections. Les votes des citoyens doivent être organisés de manière à ce que toute manipulation soit impossible. Les pouvoirs de l'état ne peuvent être véritablement séparés que si tous les fonctionnaires importants du judiciaire, de l'exécutif et des médias publics sont élus avec un mandat lié par les citoyens nationaux respectifs des niveaux responsables (commune, comté, district, État, etc.) .

Il y a une majorité pour la démocratie dans la population, mais il n'y a pas de majorité pour elle parmi les responsables des partis. Dans de nombreux pays, le déclin des partis établis donne naissance à de nouveaux mouvements qui changent de plus en plus la vision de la situation politique. Des mouvements politiques démocratiques sont très vite supérieurs en nombres aux structures hiérarchiques des partis politiques; l'important est de les organiser. Les partisans ne sont qu'une petite minorité de la population totale. Tout mouvement organisé par des associations est par nature indépendant et comprend également des membres de divers partis.

Les mouvements sont plus faciles à organiser et ont donc tendance à avoir plus d'adeptes et, à un certain stade de développement, peuvent donner plus d'influence sociale qu'un seul parti ne pourrait le faire. Ce que les oligarques créent avec leur argent, leur influence médiatique et leurs lobbyistes, nous ne pouvons le réaliser qu'à travers nos masses, notre tolérance mutuelle et nos sorties publiques. Si nous nous organisons intelligemment, alors nous avons plus de pouvoir que quelques privilégiés. Ce n'est qu'alors que nous pourrions construire une communauté pour le bien-être de tous et de toutes et canaliser les égoïsmes vers l'idéal commun à nos côtés.

A cet effet, les membres actuels de l'association UMEHR GbR organisent des réunions publiques au cours desquelles toutes les parties intéressées peuvent convenir d'un statut commun ou d'une coopération future. La réunion fondatrice doit être transmise par vidéoconférence afin de donner à toutes les parties et groupes intéressés la possibilité de se déclarer en tant que membres fondateurs et de le confirmer ultérieurement par signature. Le cœur d'une loi est toujours l'objet d'une association, la formulation suivante est proposée à cet effet:

1. L'objet est l'association de personnes qui s'engagent à ancrer les droits humains égalitaires de l'ONU de 1948 dans les constitutions et les lois par leurs libres décisions en tant que citoyens. Au niveau international, en 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté pour la première fois la „ Déclaration universelle des droits de l'homme „, qui a une revendication universelle et mondiale, mais n'est pas formellement contraignante. Les membres de l'association sont conscients que le texte de cette déclaration est contradictoire, controversé et doit

être amélioré et travaillé à une nouvelle version bien améliorée pour une législation internationale digne de ce nom. À cette fin, les membres de cette association s'organisent au niveau régional, national, continental et mondial et forment des alliances avec d'autres initiatives, organisations et associations.

2. Son travail concret consiste aussi à aider les populations locales à définir leurs revendications territoriales. Il vise aussi à soutenir la réalisation de leurs droits humains et la faire concrétiser .

3. L'association fait des offres d'éducation politique, promeut l'implication directe des personnes dans la résolution de leurs problèmes de droits de l'homme et les rend visibles dans l'espace public. A cette fin, l'association développe, promeut et exploite des offres et les accompagne de brochures, journaux, magazines, livres et événements. De cette manière, l'association contribue à élargir le spectre de l'opinion publique dans le but de cultiver le débat public sur les droits de l'homme et d'élargir les opportunités de formation d'opinion.

4. L'association promeut des événements d'éducation et de discussion du public sur le thème des droits de l'homme, participe à ces événements et accueille des réunions de réseautage et des structures suprarégionales, jusqu'au niveau international.

La partie organisationnelle du statut prévoit la création d'un conseil consultatif composé de toutes les personnes morales de l'association. Ce conseil consultatif donne à tous les groupes la possibilité de poursuivre des objectifs culturels, caritatifs ou autres.

L'association. L'UMEHR souhaite offrir un cadre organisationnel, une représentation légale et une large gamme de services au plus grand nombre de groupes possible, comme la réservation de chambres ou un service de bureau .

Signataire :

A.Christiansen, A.Tute, B.Goldenbogen, F.Buslaps, FEberhardt, Eparies, G.Schulz, H.Kehl, H.Matschke, H.Thurow-N, JMHackbarth, J.Juhnke, J.Sönksen, K .Rutzen, K.Safta, K.Schneider, M.Brandt, MB Kowalski, M.König, M.Nispel, MuNic, R.Hänsch. R.Rausch, S.Boy, S.Johannson, S.Picklapp, T.Frei, T.Niemöller

Caractère de l'association

voir <https://www.umehr.net/radikaldemokratie>

Cette association a été lancée par les fondateurs comme un projet démocratique radical. Nous considérons et traitons chaque être humain comme un roi, comme souverain dans ses propres affaires.

Au centre de toute structure démocratique radicale se trouve l'autodétermination de chaque individu et de chaque groupe individuel, ce qui correspond au sens de nos droits humains. Les membres fondateurs ont opté pour une structure démocratique radicale pour cette association afin de pouvoir œuvrer à la démocratisation radicale de notre société.

Il était clair pour les fondateurs dès le départ que cette association pourrait ne pas plaire aux dirigeants antidémocratiques, et pourrait même être entravée et même calomniée. Nous sommes prêts à endurer patiemment toute adversité jusqu'à ce que nous ayons établi notre souveraineté en tant que citoyens et que nous puissions décider nous-mêmes de la constitution et des lois.

L'alternative au régime du peuple est la poursuite sans fin de l'esclavage salarié par les riches propriétaires et l'incapacité politique de leurs représentants.

Le pouvoir du peuple, c'est-à-dire les conditions vraiment démocratiques, diffère radicalement de ce que nous vivons dans un système de représentation avec des représentants qui ne se sentent pas redevables aux électeurs. Seul un peuple d'état qui agit en tant que législateur et gouverne les pouvoirs de l'État est souverain.

Chez UMEHR e.V. la démocratie radicale se réalise de la façon suivante :

1. Le pouvoir législatif est l'assemblée plénière des membres entière effectifs. Ils décident de l'ensemble du règlement et de tous les détails personnels importants de l'association, qu'ils peuvent décider à tout moment, comme des rois.
2. Le conseil élargi comprend l'exécutif (gestion), le judiciaire (commission d'arbitrage et de contrôle) et le médiatif (rédactionnel). Il dirige toujours les affaires de l'association selon les directives claires des membres à part entière jusqu'à ce qu'ils en décident autrement.
3. Les membres bienfaiteurs ne sont pas obligés d'être actifs dans l'association, mais peuvent soutenir son travail financièrement ou autrement et disposent donc d'un vote consultatif.
4. Les invités sont les bienvenus dans tous les rassemblements et réunions de l'association à condition qu'ils ne détournent pas leur droit d'hôte de façon hostile.

Toute personne qui devient membre de l'UMEHR e.V. avec son propre projet ou groupe recevra une empreinte, une représentation légale, une assurance et un centre de coûts sur le compte de l'association jusqu'à ce qu'elle s'enregistre. Cela signifie que chaque projet ou groupe en tant que subdivision de l'entité juridique UMEHR e. V. est en mesure d'agir, et les acteurs ne sont plus responsables de leurs actes au cas où le groupe se trouverait en face des difficultés.

Si vous souhaitez promouvoir l'objet de notre association ou vous impliquer dans votre projet ou groupe, vous pouvez nous contacter au

comité directeur élargi UMEHR e.V.
déposé ici dans le journal par Holger Thurow-N.

info@umehr.net



Les manifestations contre la France se déroulent en Afrique de l'Ouest et tout récemment au Tchad. Mais aujourd'hui dans les rues de Pretoria, la capitale sud africaine, des centaines de personnes ont défilé pour démontrer à la France coloniale qu'elle n'est plus la bienvenue.

Les slogans et les affiches brandis par les militants de la gauche radicale sud africaine ne laisse place à aucun doute.

Sur ces affiches , on peut clairement lire que les français sont des conquérants colonialistes ou encore qu'ils doivent réparer les crimes coloniaux . Selon ces manifestants ,la France continue de faire accroître une forme d'impérialisme sur ses anciennes colonies.Ils témoignent aussi que Paris a toujours ses salles petits doigts profondément enfoncés dans ses anciennes colonies qu'elle a du mal à lâcher. Les manifestants se sont rendus à l'ambassade de France protégée par les policiers. Le président du parti des combattants pour la liberté économique le FF , Julius Malema à pris la parole et à déclaré que l'impérialisme français sur le continent africain est la forme la plus brutale, la plus cruelle et la plus diabolique du colonialisme sur le continent africain . Il faut noter que Julius Malema avait apporté son soutien à la Russie au moment de l'invasion ukrainienne.

Rose Lapaix



Afrique est submergée par les protestations alors qu'elle aspire à se libérer de l'Occident.

Malgré la présence militaire occidentale sur le terrain, prétendument pour lutter contre le terrorisme, les pays africains sont témoins de protestations croissantes contre ce qu'on appelle "l'ingérence de longue date" sur le continent.

Le week-end dernier plus de 100.000 personnes ont marché pour supporter leurs pays . Les manifestants demandent à l'occident de mettre fin à son ingérence dans les affaires intérieures de leurs pays. Ils demandent sans conditions la disparition totale de la France coloniale du continent . Les Africains veulent prendre leurs destin en mains pour ne pas se faire continuellement terroriser par ces colonisateurs. Le Tchad est un exemple où le pays est dirigé par l'ancien colonisateur dont la France. Depuis les indépendances de 1960 le gouvernement en place à toujours travaillé pour Paris contre son peuple. La force de sécurité sur place intervient brutalement à chaque fois que les Tchadiens s'indigne et manifestent pacifiquement. La police a toujours répliqué avec des gaz lacrymogènes et même avec des balles réelles.

Après 3 siècles de règne brutal Le président Debi est mort . Paris supportait et protégeait cet homme contre des coups d'état et Idris Debi à son tour protégeait économiquement et politiquement les intérêts de la France dans la région.La France a aussi supporté la Transition militaire Tchadienne qui était formée avant la mort du président Idris Debi et qui est actuellement dirigée par son fils Mohamad Debi. Ce dernier avait échoué aux élections mais s'est imposé comme président du Tchad. La France s'est aussi impliquée dans d'autres pays comme le Congo et le Rwanda créant ainsi une génocide sans merci.

La devise : Liberté égalité , fraternité font partie de l'héritage nationale de la France qui est fière de cette description. Mais en Afrique, la même France piétine ces mêmes valeurs qu'elle prétend défendre.

Rose Lapaix